

RÉVISION DE LA COMMUNICATION SUR L'ASSURANCE-CRÉDIT À L'EXPORTATION À COURT TERME

Note explicative

Les modifications qu'il est proposé d'apporter à la communication sur l'assurance-crédit à l'exportation à court terme¹ (la «communication») sont directement liées aux résultats du bilan de qualité qui visait à déterminer si les règles en matière d'aides d'État évaluées étaient adaptées à leur finalité. Les résultats de ce bilan sont exposés dans le document de travail des services de la Commission intitulé *Fitness check of the 2012 State aid modernisation package, railways guidelines and short-term export credit insurance* («Bilan de qualité» de l'ensemble de mesures relatives à la modernisation du contrôle des aides d'État de 2012, des lignes directrices sur les entreprises ferroviaires et de la communication relative à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme), publié le 30 octobre 2020².

Les résultats de l'évaluation effectuée dans le cadre du bilan de qualité ont confirmé que, de manière générale, les règles en matière d'aides d'État dans le domaine de l'assurance-crédit à l'exportation à court terme fonctionnaient bien, mais que quelques modifications mineures seraient nécessaires pour refléter l'évolution du marché.

La révision propose un petit nombre de modifications techniques reflétant l'évolution du marché, plutôt qu'une modification substantielle dans l'approche stratégique de la communication. Les grandes catégories de modifications suivantes sont proposées.

1. PROROGATION DE LA VALIDITÉ DES DISPOSITIONS DE LA COMMUNICATION

La communication actualisée prorogerait l'application des dispositions relatives à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme au-delà de 2021.

2. ADAPTATION DU SEUIL DE 2 MILLIONS D'EUROS FIXÉ AU POINT 18 B) [DÉSORMAIS LE POINT 19 B)] DE LA COMMUNICATION

Le seuil fixé au point 18 b) [désormais le point 19 b)] passerait de 2 millions d'euros à 2,5 millions d'euros.

La communication prévoit la possibilité pour les États membres de fournir une couverture d'assurance aux PME dont le chiffre d'affaires annuel à l'exportation n'excède pas 2 millions d'euros. L'évaluation effectuée dans le cadre du bilan de qualité a révélé que ce seuil est relativement bas et que, dans les faits, il ne couvre que les micro-entreprises, privant donc de nombreuses PME européennes du soutien dont elles ont besoin pour leur internationalisation. Ce seuil ayant été fixé sur la base d'une étude réalisée en 2005, nous proposons de tenir compte de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé et de porter ce seuil à au moins 2,5 millions d'euros. Une telle augmentation est considérée comme une adaptation technique impliquant une valeur constante en termes réels. La consultation publique peut montrer en outre si des évolutions claires du marché justifieraient une nouvelle hausse de ce seuil pour répondre à suffisance aux besoins des PME en matière d'assurance-crédit à l'exportation, dans les circonstances décrites dans la communication.

¹ Communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme (JO C 392 du 19.12.2012, p. 1).

² Disponible sur le portail «Mieux légiférer», à l'adresse: https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/2044-Ensemble-de-mesures-visant-a-moderniser-les-regles-applicables-aux-aides-d%E2%80%99Etat-2012-lignes-directrices-sur-les-chemins-de-fer-et-assurance-credit-a-l%E2%80%99exportation-a-court-terme-bilan-de-qualite_fr.

3. ADAPTATION DES EXIGENCES CONCERNANT LA TRANSPARENCE ET LES RAPPORTS ÉNONCÉES AU POINT 28 (DÉSORMAIS LES POINTS 29 ET 30) DE LA COMMUNICATION

La communication introduirait les changements suivants aux exigences concernant la transparence et les rapports énoncées au point 28 (désormais les points 29 et 30):

«29. Le rapport doit contenir ~~des informations sur l'utilisation~~ les informations suivantes sur chaque régime:

- (a) ~~et notamment~~ le montant total des limites de crédit accordées,**
- (b) le montant des opérations assuré;**
- (c) les primes appliquées;**
- (d) les sinistres enregistrés et payés;**
- (e) les montants récupérés; et**
- (f) les coûts administratifs du régime.**

30. Les informations doivent être fournies sous la forme de feuilles de calcul, rendant possibles la recherche, l'extraction, le téléchargement et la publication aisée des données sur l'internet, par exemple au format CSV ou XML. ~~La Commission~~ Les États membres doivent publier les rapports sur leurs sites web.»

L'évaluation de la communication a montré que celle-ci n'était pas pleinement alignée sur les principes communs énoncés dans la modernisation du contrôle des aides d'État, la transparence étant l'un de ces principes.

Nous proposons de clarifier davantage les exigences en matière de transparence et de rapports et de les aligner sur celles figurant dans les lignes directrices relatives à la modernisation du contrôle des aides d'État. Plus précisément, il est proposé de supprimer l'obligation pour la Commission de publier les rapports sur son site web, une telle obligation n'existant pas dans les autres lignes directrices concernant la modernisation du contrôle des aides d'État. La communication est antérieure à la plupart des autres lignes directrices qui ont été évaluées dans le cadre du bilan de qualité. Nous suggérons d'introduire dans la communication l'obligation pour les États membres de publier leurs rapports sur leurs sites web, aux côtés d'autres informations déjà fournies sur les régimes, ce qui rapproche davantage la procédure de l'intention visée par la modernisation du contrôle des aides d'État, à savoir renforcer la coopération avec les États membres pour garantir la transparence des mesures mises en œuvre.

4. ADAPTATION DE LA MÉTHODE DE COMMUNICATION DES DÉCISIONS RELATIVES À LA LISTE DES PAYS À RISQUES CESSIBLES EXPOSÉE AU POINT 35 (DÉSORMAIS LE POINT 37) DE LA COMMUNICATION

La communication supprimerait l'obligation pour la Commission d'informer les États membres par écrit des décisions de modifier la liste des pays à risques cessibles.

Cette adaptation rationalise le processus d'information, étant donné que la Commission continuera de publier cette information sur son site web (très vraisemblablement par un avis dans les Daily News) et qu'une communication sera publiée au Journal officiel.